

Les énergies renouvelables Outre-mer : laboratoire pour notre avenir

Déclaration du groupe de l'UNSA

L'UNSA a pris connaissance avec beaucoup d'intérêt, des projets de rapport et d'avis portant sur *Les énergies renouvelables Outre-mer : laboratoire pour notre avenir*.

Le rapport a le grand mérite de présenter une situation particulièrement fouillée des problèmes énergétiques, qui se veut complète, du niveau mondial à celui de chacune des entités ultramarines. Si l'UNSA se félicite de cette présentation qui montre les perspectives en matière de réserves énergétiques mondiales, elle estime, cependant, que l'accent aurait aussi dû être mis sur les potentialités qui existent en matière d'une véritable politique expérimentale de « négawatts » et des économies qui en découlent. De même, comme il est si bien remarqué dans le rapport, la consommation des énergies est la plus forte en ce qui concerne les déplacements et l'habitat. Aussi, il eut été nécessaire de mieux cerner cette situation au niveau de l'Outre-mer, d'avoir une meilleure vision des évolutions à venir et des politiques mises ou à mettre en œuvre. Il eut été aussi judicieux de mieux cerner le poids du secteur énergétique, tant en chiffre d'affaires que d'emplois, et ce tant au plan global qu'au plan local, et d'en montrer les perspectives et potentialités. Par ailleurs, l'UNSA estime indispensable un travail plus étroit avec les différentes collectivités mais aussi avec les différents conseils consultatifs Outre-mer. Cela aurait permis de mettre en avant les évolutions récentes, ainsi que les positionnements des socioprofessionnels adoptés, suite aux décisions du gouvernement (exemples : gouvernance et géothermie à La Réunion, expérimentations législatives en Guadeloupe). Enfin, comme dans d'autres domaines, ces territoires demandent d'avoir des politiques gouvernementales stables sur du moyen/long terme permettant des investissements tant intérieurs qu'extérieurs, ce d'autant plus qu'il s'agit là d'un secteur très capitalistique.

L'avis trace un certain nombre de propositions que, globalement, l'UNSA approuve. Elle aurait souhaité que soit aussi rappelée la nécessaire veille scientifique sur ce domaine qui évolue très rapidement. Par contre, elle est beaucoup plus réservée sur la notion de « réseaux intelligents » qui ont trop souvent abouti à une dépense supplémentaire pour le consommateur, même si elle est ponctuelle. Compte tenu de la situation sociale existante dans la très grande majorité de ces territoires, des mesures spécifiques doivent être prises. Par ailleurs, elle suggère que la problématique énergétique soit inscrite dans les Schémas d'innovation de chacun des territoires ; cela aurait pour avantage de mieux prendre en considération les domaines de la recherche et développement, de leur financement ainsi que des nécessaires synergies entre la recherche (publique ou privée), les entreprises (entre elles, interne et externe), la formation et les collectivités. De même, une meilleure intégration de ce secteur doit se faire dans les politiques régionales de co-développement, en particulier par le biais d'une meilleure reconnaissance du savoir faire des entreprises locales. Sur ce point, il est

regrettable de ne pas encourager les partenariats des grandes entreprises nationales avec elles sur les marchés extérieurs qui environnent les Outre-mer.

De plus, l'UNSA estime que ce secteur demande une réactivité importante en ce qui concerne les formations et que, là aussi, l'innovation doit être de mise.

Enfin, l'UNSA s'inscrit dans cette demande importante que l'Outre-mer devienne un « laboratoire pour notre avenir » et présente une « vitrine » de son savoir-faire. Il va de soi que ce laboratoire, cette vitrine, ne consistent pas en un retour vers une économie de comptoir, au seul bénéfice des entreprises nationales, et ce au détriment de ces territoires, de leurs entreprises et de leurs populations.

Au-delà de ces remarques, l'UNSA rend hommage au travail fait et souhaite que les pistes d'approfondissements et de propositions mises en avant soient prises en considération. L'UNSA a voté pour l'avis.